Du Lucrativisme

Le monde a tremblé, l'Europe a tremblé, l'Autriche a tremblé... C'est à peu près ce que les médias ont titré après la victoire du candidat écologiste à la Présidence de la République autrichienne contre un candidat issu de l'extrême-droite. Certes, il fallait trembler, même si la lutte est souvent plus efficace que le tremblement. Certes, il faut se réjouir de la victoire d'un démocrate contre un fasciste. Mais il faut aussi s'appliquer à considérer plus précisément ce qu'est cette victoire, ce qu'elle pourrait vraiment représenter, au-delà du jeu médiatique habituel alimenté par les communiqués attendus de personnalités politiques toujours promptes à exprimer leurs sentiments en moins de cent-quarante caractères... Je me réjouis, je déplore, je regrette, je salue... etc.

Bien sûr, il y a de la défaite dans cette victoire, si l'on considère que 71% des ouvriers ont voté pour le candidat populiste. Que l'extrême-droite puisse prétendre désormais accéder aux plus hautes responsabilités dans des pays européens, et ce, par le vote des prolétaires, est une source inépuisable d'angoisse et de colère. Mais il y a aussi de la victoire dans cette victoire, si l'on considère en revanche que 56% des jeunes ont voté pour le candidat écologiste. De cette défaite, il a beaucoup été dit ; de cette victoire, en fait, presque rien. Il faut admettre *aussi* qu'il y a de la victoire et tenter de mieux comprendre de quelle victoire il s'agit.

Mais, avant cela, arrêtons-nous sur la menace qui pesait sur l'Autriche et qui était présentée par les médias comme une « première fois ». En effet, les médias annonçaient que cela aurait été la première fois qu'un leader d'extrême-droite populiste serait arrivé au pouvoir dans un pays de l'Union européenne. Et l'opinion publique a cru - ou a fait semblant de croire - que cela aurait donc été la première fois qu'un pays membre de l'Union aurait été gouverné par l'extrême-droite. Conséquence : l'Europe serait de nouveau sous la menace fasciste !

Il faut mieux y regarder. Depuis octobre 2015, en Pologne, les conservateurs du parti *Droit et Justice* gouvernent le pays. Dérive fasciste possible en Pologne ? C'est presque le titre de l'article publié après cette élection dans le journal *Le Monde* par la sociologue Ewa Bogalska-Martin : *La Pologne n'est pas à l'abri d'une dérive fasciste*. Depuis, le gouvernement polonais a montré qu'il endossait en tout cas une dérive autoritaire : bonneteau sur le tribunal constitutionnel, mise au pas des médias avec licenciements de journalistes jugés incompatibles avec la politique gouvernementale, arrêt du financement social de la fécondation in vitro, censure au théâtre... Ce n'est pas l'extrême-droite, mais cela y ressemble...

Autre pays : la Hongrie. Elle est gouvernée depuis 2012 par la coalition du parti conservateur FIDESZ et du KNDP, coalition qui rassemble 68% des députés. C'est ce gouvernement qui n'a pas hésité à recourir au travail forcé de prisonniers pour édifier un mur de barbelés anti-migrants. La menace en Autriche aurait donc dû avoir un aspect de *déjà-vu*.

Pour autant, il apparaît qu'une victoire de l'extrême-droite autrichienne inquiète davantage que des gouvernements de la droite populaire, qui prennent les mêmes mesures scélérates que celles annoncées par M. Hofer, s'il avait eu la victoire. Il y a certainement plusieurs raisons à cela, et, comme souvent, les plus fortes sont celles qui viennent de l'imaginaire, c'est à dire de la culture.

La première raison, c'est que l'Autriche, dans l'imaginaire européen, et plus particulièrement français, par une sorte d'Anschluss perpétuelle, est *vaguement l'Allemagne*, et que l'extrême-droite dans un pays qui est *vaguement l'Allemagne*, c'est plus grave que dans tout autre pays européen. Les analystes atteignent plus rapidement que pour d'autres pays le point Godwin de leur propos.

Il y a une autre raison plus factuelle, qui est que *nominalement*, les partis hongrois et polonais cités plus haut ne sont pas des partis d'extrême droite. Évoquant les fascistes italiens des années 1970, Pasolini dit qu'il s'agit d'un fascisme *nominal*, qui a peu à voir avec le fascisme de Mussolini. À rebours, Ces partis populistes ne sont pas d'extrême-droite parce qu'ils ne se revendiquent pas comme tels. Cela relève presque de cette répartie enfantine, mais niaise : « c'est celui qui dit qui y est ». Considérons les groupes au Parlement européen. Le parti hongrois FIDESZ ne siège pas au sein du groupe de *l'Europe des nations et des libertés*, mais au sein du *Groupe du Parti populaire européen*, aux côtés, par exemple, des députés européens de « Les Républicains ». En revanche, les députés du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), le parti de M. Hofer, qui a perdu les élections présidentielles autrichiennes, sont bien assis aux côtés de Mme. Le Pen et de ses amis. Et ceci semble suffire à caractériser chacun de ces partis sur l'échiquier politique européen. Ainsi, FIDESZ peut se livrer à des actes politiques profondément antidémocratiques et contraires aux valeurs humanistes de l'Europe, ce n'est pas le fait de l'extrême-droite, puisque ce parti ne se déclare pas tel... C'est d'ailleurs la manipulation que Mme. Le Pen a tentée en déclarant en 2013 qu'elle attaquerait désormais en justice ceux qui qualifieraient le Front national de parti d'extrême-droite.

De plus fins politologues pourraient expliquer comment un parti xénophobe, souverainiste, aux valeurs ultra conservatrices n'est pour autant pas un parti d'extrême-droite, c'est-à-dire, catalogué à l'extrême-droite. Je considère cependant que cela participe au brouillage politique généralisé et que cela, aussi, explique la désaffection des masses pour les partis. Avant, les partis, on savait ce qu'il y avait dedans, c'était écrit sur l'emballage. Cela servait même aux gens qui pensaient à peu près la même chose à se rassembler pour faire valoir leurs idées. Presque tous les partis... En ce qui concerne le parti socialiste, même Péguy déplorait que ce ne fût pas, déjà, le cas dans les années 1910. Le parti socialiste sert à tout autre chose qu'à se rassembler autour d'idées communes : par exemple, à élire des gens - dont on ne sait donc pas toujours précisément ce qu'ils pensent - et c'est comme cela depuis longtemps, sinon depuis sa création. Sur ce dernier point, les fédérations et confédérations syndicales sont plus claires. Elles ont des plateformes de revendications, elles les portent, elles les affichent et elles manifestent en criant des slogans. La ligne idéologique d'un parti qui gouverne, c'est beaucoup plus flou.

En 1974, Pasolini s'interrogeant sur les attentats fascistes en Italie, se demandait « si ce sont les mots qui comptent ». Nous sommes aujourd'hui dans une période politique, une époque, où, après Pasolini, nous devons aussi nous demander si « ce sont les mots qui comptent », et, par conséquent, s'il faut continuer d'analyser la situation politique avec les mêmes outils analytiques que pour la période précédente, celle qui a suivi la seconde guerre mondiale, celle du développement de la société de consommation, celle aussi de la rédemption des fascismes et du nazisme, période de la décolonisation politique et *civilisationnelle* en faveur d'une colonisation économique et marchande par le néolibéralisme. Dans ce temps-là, de l'après-guerre, et de guerre froide, et de guerres coloniales, et de guerres civiles, quatre outils politiques simplistes permettaient de savoir à peu près qui était qui sur l'échiquier politique mondial : la droite, la gauche, l'extrême-gauche, l'extrême-droite. En ce temps de maintenant, en ce temps de décomposition et de recomposition qui forment des complexités nouvelles, comme le dit Edgar Morin, ces quatre outils sont devenus obsolètes. Cela ne veut pas dire qu'ils ne servent plus à rien. Cela ne veut pas dire que tout se vaut. Cela veut dire qu'ils ne suffisent plus, qu'ils ne peuvent plus suffire. Morin, affirme dans le journal *l'Humanité* du 18 avril 2016 qu'une

nouvelle civilisation veut naître, qui par *oasis encore éloignés les uns des autres* s'oppose à la barbarie du profit illimité. Croyons-le, au moins un moment, et tentons alors de relire les élections autrichiennes sous cet angle.

Il faut d'abord considérer que l'Autriche d'aujourd'hui n'est plus celle de l'Anschluss et de Kurt Waldheim. C'est d'abord celle de la frontière avec l'actuelle Slovénie, et donc l'Autriche voisine de l'ex-Yougoslavie, voisine de la dernière guerre civile européenne d'envergure. Je me souviens d'une conversation dans les années 1990, dans un avion, avec une chercheure autrichienne qui me disait que c'est à ce moment-là, celui du voisinage de cette guerre, qu'elle est devenue écologiste et qu'elle a senti le besoin irrépressible de construire dans la campagne une maison auto-suffisante. Alexander Van der Bellen, le nouveau Président autrichien, est de cette Autriche-là. Il est contre le retour des frontières en Europe, favorable à une solution coordonnée pour les réfugiés, à une société ouverte et multiculturelle.

Ainsi, ces élections autrichiennes sont bien une défaite des acteurs politiques conventionnels et de ceux qui aimeraient que l'échiquier politique européen demeure bloqué sur la partie nulle que jouent depuis plus de cinquante ans conservateurs et néo-conservateurs keynésiens, pour ceux qui tiennent aux vieux outils de la politique « rédemptionniste » de l'après-guerre, et qui, en conséquence, s'exemptent d'analyser cette victoire comme une victoire. Que proposait l'adversaire de Monsieur Van der Bellen, Monsieur Hofer, qui faisait campagne en souriant tout en étant armé d'un pistolet à cause de la crise des migrants : la sortie de l'Union européenne, la Grande-Allemagne - dans une sorte d'Anschluss inversée ? - et la réintégration d'une partie du Tyrol, celle qui fait aujourd'hui partie de l'Italie, l'islamophobie institutionnelle... Monsieur Hofer peut avoir quelques années de moins que son adversaire, il n'en est pas moins un homme du passé, pour ce en quoi son imaginaire politique se réfère au passé, à une situation définitivement passée... ce qui ne signifie pas, malheureusement, qu'il n'aura pas d'avenir.

On peut aussi considérer, d'ailleurs, que ce qui a gagné en Autriche, ce n'est pas l'écologie contre le nationalisme, mais, la morale, contre cette forme particulière d'immoralité qu'est le populisme, qu'il soit nationaliste, souverainiste ou non, qu'il soit catalogué ici ou là, ou encore ici et encore là. À cet égard, la « nouvelle civilisation » qu'Edgar Morin croit entrevoir pourrait bien être *aussi* une civilisation de la réhabilitation de la morale comme outil d'analyse politique. Elle déclarerait donc profondément amoraux les profits terrifiants que font certains au détriment de l'intérêt de tous. Elle déclarerait amorale l'absence de partage équitable des ressources, comme elle déclarerait amorale la négation de l'autre, qu'il ou elle soit réfugié-e ou simplement pauvre. Cette « nouvelle civilisation » serait donc *spirituelle*, ce qui ne signifie pas religieuse, car la religion a tôt fait de produire des clercs et du cléricalisme et le cléricalisme est aussi amoral. L'Autriche qui a gagné les élections présidentielles est, si l'on veut bien être optimiste, l'Autriche de la « nouvelle civilisation » décrite par Morin, contre l'obscurantisme, le retour vers un passé mythifié, la pureté supposée d'origines d'abord nationales, puis ethniques, et religieuses.

Est-ce que c'est le grand âge d'Edgar Morin qui lui donne cette impression que quelque chose de meilleur pourrait arriver ? L'utopie du sage se fait parfois prophétie. Mais il y a des indices précis qui peuvent nous inciter à croire à cette utopie, et, mieux, à militer en sa faveur. Constatons tout d'abord qu'il n'a jamais été aussi facile de connecter les unes aux autres les initiatives, les opinions, les envies... Le succès d'une organisation terroriste et mafieuse comme celle de l'État islamique n'aurait pas été possible sans l'internet généralisé. Si le mal peut se mettre en réseau, pourquoi le bien ne le pourrait-il pas ? Et que l'on ne se choque pas à l'évocation du bien ! C'est un terme utile pour commencer à distinguer ce qui construit de ce qui détruit, de ce qui détruit en détruisant de ce qui

détruit en construisant, de ce qui, construisant construit. C'est une bonne boussole, cette vieille affaire du bien, sujet s'il en est de la morale.

Si Pasolini distinguait dans les troubles des années 1970 en Italie une révolution anthropologique qu'il décriait, nous pouvons, nous, constater qu'il y a bien plus que de la crise dans ce qui agite le monde aujourd'hui. Michel Serres, lui, ne voit pas de rupture avec la société de consommation de l'après-guerre, mais la continuité, sinon l'achèvement du bouleversement dont Pasolini a décrit et critiqué les prémices, et qui verrait son aboutissement dans les technologies numériques. Pourquoi pas ! Mais à la condition de s'attacher entièrement à ce qui demeure et de considérer tout cela dans une perspective marxiste, ou, du moins, marxisante, et constater que ce qui est permanent dans cette révolution anthropologique consumériste « 2.0 », c'est la condition économique et sociale faite aux masses, l'exploitation de l'homme par l'homme, et son aliénation, sa réification. Ainsi, cette société de consommation qui a bouleversé la planète conduit à une catastrophe écologique qui a bien d'autres conséquences que le seul réchauffement climatique, et notamment la dégradation des conditions de la vie humaine en tant qu'elle est humaine. Et, c'est bien contre cette dégradation constante de l'humain chez l'humain que se lèvent, un peu partout sur la planète, des volontés très pragmatiques de changement, qui touchent l'ensemble des activités humaines, de l'éducation jusqu'au deuil, de l'alimentation jusqu'au voyage. Ces volontés inventent des formes solidaires, modestes et tranquillement fières. Mais, il faut demeurer aux aguets ! La grande machine du profit sait repérer ce qui est exploitable, ce qui est potentiellement rentable dans ces nouvelles formes, et en faire industrie, et en faire profit. Ainsi, de nombreuses formes participatives nées dans un élan généreux sont déjà devenues des « business », à une vitesse qui a surpris les plus habiles des commentateurs. Au passage ces nouvelles formes *supposées* participatives saisissent l'occasion de mettre à mal les protections sociales gagnées par les salariés dans le monde ancien de l'économie ancienne. C'est aussi, en quelque sorte, ce qui s'est passé avec le marxisme, qui s'est dégradé par industrialisation - c'est-à-dire par organisation en partis de gouvernement -. C'est donc qu'il faudrait aussi inventer le « marxisme 2.0 » pour répondre aux travers de la société de consommation « 2.0 », et veiller à ce que de mystique, ce nouveau marxisme ne devienne une politique, pour paraphraser Péguy. Ce marxisme 2.0 se fonderait sur les principes de son ancêtre, à savoir l'émancipation individuelle et collective de l'homme et de la femme. Ancré sur les valeurs universelles de la dignité humaine, il serait établi qu'aucune personne, quelles que soient son activité et sa capacité ne peut manquer des ressources indispensables à une vie décente, et, en tout premier lieu, un logement, de quoi se nourrir, l'accès aux soins, à l'éducation, à la culture, à l'expression de soi, mais aussi à tout ce qui humanise la condition humaine : l'intimité, la considération... Comme son ancêtre, ce marxisme 2.0 serait donc établi sur un meilleur partage des richesses issues de la production des masses, à l'heure où les profits des capitaines d'industrie dépassent en orgueil ceux de leurs pères du dix-neuvième siècle. Tout cela s'appuierait sur les règles intangibles de la Déclaration des droits humains, qui garantissent la justice. S'y ajouteraient des dispositions veillant à préserver la planète. S'agit-il bien d'ailleurs d'inventer cela ? Des économistes, et notamment, bien sûr, Thomas Piketty, surnommé parfois Marx 2.0, ont déjà théorisé la chose.

Contre quoi s'agit-il de lutter ? Contre le capitalisme ? Contre le libéralisme ? Peut-être pas. Ce serait encore faire usage de catégories anciennes. Il s'agit d'abord de lutter contre le profit institué comme valeur ultime de l'organisation humaine. Il ne s'agit pas, en théorie, du libéralisme, sauf si l'on ne retient du libéralisme que la seule économie de marché exemptée de toute régulation, ce qui est un contresens historique et épistémologique, un contresens philosophique et un contresens économique. Même Adam Smith prônait le contrôle de « la main invisible », et Keynes, l'économiste de la « redistribution » était un libéral. Lutter contre le libéralisme sans faire davantage de distinction, ce serait aussi lutter contre les autres formes de libertés. Et, ce qui est en cause, ce ne sont pas les

libertés, même celle de commercer, mais un système qui permet et encourage l'enrichissement de quelques-uns seulement au détriment du plus grand nombre. Il s'agit donc moins de fustiger le libéralisme en tant que doctrine économique, mais de combattre résolument un libéralisme qui n'aurait comme fin le seul profit, et qui ne serait dès lors plus un libéralisme, mais une version dégradée de celui-ci. C'est pourquoi je n'utiliserai plus, lorsque, après Pasolini, je voudrai fustiger ce nouveau libéralisme mondial sans vergogne et sans autre doctrine que le profit, le bête et méchant profit, le terme de« libéralisme », mais celui de « lucre », qui me semble mieux adapté, et je suivrai Pasolini quand il affirme qu'il s'agit bien là d'un nouveau fascisme. Quand je lis que l'accession à la propriété des jeunes, en quarante-cinq ans, en France, a été divisée par deux, quand je lis qu'un enfant sur sept est concerné par les aides sociales en Allemagne, et quand je lis tant d'autres choses encore, partout, tous les jours, je me dis que c'est le profit qui est en cause, pas le libéralisme et que l'ennemi public, c'est le lucre. Il y a beaucoup d'avantages à réhabiliter ce vieux mot de « lucre », pour ce en quoi il ne bannit ni le « bénéfice », ni même le « profit », mais qu'il rétablit dans le bénéfice et dans le profit la question de la morale. Le *Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers de Diderot et d'Alembert*, mieux connue sous le nom d'*Encyclopédie*, ne s'y trompait d'ailleurs pas. À l'article : *bénéfice, gain, profit, lucre* (grammaire), Diderot énonce : « le *gain* semble dépendre beaucoup du hasard ; le *profit* paroît plus sûr ; le *lucre* est plus général, & à (sic) plus de rapport à la passion ; l'*émolument* est affecté aux emplois ; le *bénéfice* semble dépendre de la bienveillance des autres. Le *gain* est pour les joüeurs (sic) ; le *profit* pour les marchands ; le *lucre* pour les hommes intéressés (...). » Et, à l'article : *Profit, gain, lucre*, Jaucourt fait de ces trois termes des synonymes, mais en établit les nuances et du lucre écrit ceci : « Le *lucre* est d'un style plus soutenu, & dont l'idée a quelque chose de plus abstrait & de plus général : son caractère consiste dans un simple rapport à la passion de l'intérêt, de quelque manière qu'elle soit satisfaite ; voilà pourquoi on dit d'un homme avide, qu'il aime le lucre, & qu'en pareille occasion l'on ne se serviroit pas des autres mots avec la même grace (sic). C'est dommage que ce terme vieillisse, tandis que les âmes éprises de l'amour du lucre augmentent. »

Déjà, le terme vieillissait et les Encyclopédistes le déploraient. Depuis, le terme est tombé en désuétude, n'en demeurant pas moins parfaitement adapté à la description du moteur du capitalisme financier mondialisé. Le 6 juin 2016, Bruno Amable, professeur de sciences économiques à la Sorbonne, publiait dans le journal Libération une chronique dans laquelle il commentait la publication récente de trois économistes du département de la recherche du Fonds monétaire international (FMI), publication critiquant le « néolibéralisme », c'est-à-dire, rien de moins que la doctrine centrale de cette institution. Il rappelle qu'après la crise de 1929, le libéralisme a été contraint à « une inexorable évolution interne », reprenant l'expression d'Auguste Detœuf, le fondateur, notamment d'Alsthom, expression sans doute issue de son discours « la fin du libéralisme », prononcé en 1936 - à vérifier -. Cette évolution forcée face à l'échec économique du libéralisme et à la casse sociale qui s'en est suivie, aura été le néolibéralisme, qui a fait florès depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La « nouvelle civilisation » dont Edgar Morin scrute les premiers bruissements, sonnerait ainsi la fin de ce néolibéralisme, cela-même que j'appelle ici le « lucre », ou, par goût pour les néologismes le « lucrativisme », le constat étant fait désormais, comme l'écrit avec force Amable, que « le libéralisme, rénové ou non, conduit toujours aux mêmes impasses et les promesses de son renouvellement sont aussi crédibles que celles d'un alcoolique chronique affirmant qu'il arrêtera de boire demain. » Dans un autre texte de cette même série qui pourrait devenir un recueil, j'ai proposé l'usage du terme « popularisme », comme terme alternatif à « populisme », croyant alors, sans l'avoir vérifié, qu'il s'agissait d'un néologisme. C'était une erreur de le considérer comme tel, car le terme existe depuis le Siècle des lumières, et, d'ailleurs, dès 2003, le chercheur et spécialiste des médias, Jean-Gustave Padioleau, le remettait en activité dans le sens-même que je voulais lui donner dans une tribune du journal Libération intitulée « Les 400 coups du « popularisme » ». Le terme « lucrativisme », semble,

en revanche, quant à lui, bien être un néologisme. Il va d'évidence que le popularisme s'accommode parfaitement avec le lucrativisme. On peut même penser qu'il en est l'emballage, la technique de vente, le marketing. Si le peuple n'était pas distrait en permanence par une actualité factice, artificielle, comment pourrait-il supporter la vie que l'institution lui propose ? S'il n'était pas en permanence invité à se représenter lui-même sous les traits insolents et aliénés d'un petit profiteur jaloux et méfiant de son voisin, pourrait-il encore donner crédit au spectacle politique médiatisé ? Ainsi, par-delà les apparences, le choix qu'ont dû faire les Autrichiens était celui, d'une part, d'un « popularo-lucrativisme » un peu rance, celui de M. Hofer et de son parti, se référant à des doctrines politiques historiquement périmées vendues dans un costume folklorique du Tyrol ; et, d'autre part, celui d'une société qui pourrait être durablement plus juste, plus morale, car non fondée sur le lucre comme seule valeur économique et sociale. De la même façon que ce que l'on appelle « la gauche » ne peut se revendiquer indemne de tout popularisme, cette même gauche n'est pas sourde aux sirènes du lucrativisme, même camouflé sous des atours vaguement keynésiens. On peut relire le jeu politique à l'aune de ces termes et admettre alors qu'il y a d'une part le « popularo-lucrativisme » plus ou moins outrancier, dont M. Trump ou, hier en Italie M. Berlusconi, dans leurs boursouflures, ne sont que des avatars qui pourraient avoir comme utilité secondaire de débusquer ce qu'il y a de Trump chez tous les hommes et toutes les femmes politiques qui font la vedette ; et, d'autre part, quelque chose qui veut naître, qui devrait pouvoir naître, qui relève de la pensée d'Edgar Morin, mais de beaucoup d'autres avec lui, qui n'est pas étranger, ni aux élections autrichiennes, ni à *La Nuit debout*, qui connaît aussi ses dérives et ses caricatures, mais qui s'apparente, dans son lignage, dans sa lignée, à l'humanisme.

Pierre Oudart – juin 2016